
**AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE
DE L'ALIMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU TRAVAIL**

LABORATOIRES DE MAISONS ALFORT

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)
SERVICE GESTION PATRIMOINE
MATERIELS CORRESPONDANT
A L'INSTALLATION DE DETECTION DE GAZ
A L'ANSES – SITE DES LABORATOIRES DE MAISONS-ALFORT

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
CHAPITRE 1. DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 1. OBJET	3
ARTICLE 2. DESCRIPTION DU SITE	3
CHAPITRE 2. INSTALLATIONS EXISTANTES	4
ARTICLE 3. INTRODUCTION	4
ARTICLE 4. DESCRIPTION SOMMAIRE DES INSTALLATIONS	4
CHAPITRE 3. NATURE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 5. OBLIGATION DE RESULTATS	6
ARTICLE 6. MAINTENANCE PREVENTIVE	6
ARTICLE 7. MAINTENANCE CURATIVE	7
ARTICLE 8. LIMITE DE PRESTATION	7
ARTICLE 9. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION	7
9.1. Analyse des risques	7
9.2. Veille technique et réglementaire	7
CHAPITRE 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 10. MAINTENANCE PREVENTIVE	8
ARTICLE 11. MAINTENANCE CURATIVE	8
ARTICLE 12. FOURNITURES DE CONSOMMABLES ET PIECES DE RECHANGE	9
ARTICLE 13. FOURNITURE DE L'OUTILLAGE	9
ARTICLE 14. PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES	9
ARTICLE 15. HORAIRE ET DELAI D'INTERVENTION	9
15.1. Jours et horaires d'intervention	9
15.2. Délai d'intervention	10
15.3. Délai de remise en état pour la maintenance curative	10
15.4. Délai de remise de devis	10
CHAPITRE 5. DOCUMENTS ET REUNIONS	11
ARTICLE 16. DOCUMENT D'EXPLOITATION	11
16.1. Document à remettre à l'ANSES	11
16.2. Réunion d'exploitation	11
ARTICLE 17. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	12
17.1. Règle de sécurité	12
17.2. Hygiènes et securite	12
17.3. Prise en charge - Remise du matériel et équipements	13
ANNEXE 1 : LISTE DES EQUIPEMENTS	16

Chapitre 1. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. OBJET

Ce document a pour objet un ensemble de tâches relatives à la maintenance des matériels correspondant à l'installation de détection de gaz sur le site de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) de Maisons Alfort.

Article 2. DESCRIPTION DU SITE

Le site Anses de Maisons-Alfort est situé sur une partie du campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort (l'ENVA), il accueille :

- Le siège de l'Anses ;
- Le laboratoire de santé animale (LSAn) ;
- Le laboratoire de sécurité des aliments (LSAI).

Les bâtiments, où sont accueillies ces activités, sont regroupés à la pointe Sud du campus ENVA, à l'angle de l'avenue du Général de Gaulle et de la rue Pierre et Marie Curie, sur laquelle s'effectue l'accès principal de l'Agence.

Ce site représente environ 17 200 m² de terrain et 15 bâtiments pour une surface hors œuvre de nette d'environ 24 400 m².



Figure 1 : Plan du site

Chapitre 2. INSTALLATIONS EXISTANTES

Article 3. INTRODUCTION

La description des installations fait l'objet d'une liste d'équipements présentée en annexe 1 du présent C.C.T.P.

Cette liste permet au Titulaire d'apprécier la teneur des installations et d'en déduire les contraintes de maintenance.

Toutefois, l'ANSES pourra procéder à des modifications, dans les conditions fixées ci-dessous :

- Retrait d'un système (centrale et détecteurs de gaz) ;
- Remplacement d'un système (centrale et détecteurs de gaz) par un autre ;
- Ajout d'un système (centrale et détecteurs de gaz) entrant dans l'objet du marché.

Il est sous-entendu qu'il faut rajouter l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement.

Article 4. DESCRIPTION SOMMAIRE DES INSTALLATIONS

La détection de gaz sur le site de l'ANSES – Maisons-Alfort est assurée par des appareils (centrales de détection équipées de détecteurs) de différentes technologies (cf. annexe 1 « liste des équipements » du présent document).

a. Bâtiment « ROUX »

Deux centrales de détection de gaz (CO2 et H2S) dans le bâtiment « ROUX » :

- Une au RDC Haut.
- Une au 1^{er} étage.

b. Bâtiment « VALLEE »

Deux centrales de gaz (O2 et CO2) au bâtiment « VALLEE » :

- Une au RDC bas.
- Une au RDC Haut

c. Bâtiment MONOD

Trois centrales de gaz (CO2) au bâtiment « MONOD », toutes les trois localisées au 2^{ème} étage.

d. Bâtiment PAGOT

Deux centrales de détection de gaz (O₂ et NH₃) au bâtiment « PAGOT » :

- Une au RDC jardin.
- Une au 1^{er} étage.

e. Bâtiment Icube

Une centrale de détection de gaz (CO₂) au bâtiment « Icube », qui est située au RDC haut.

Chapitre 3. NATURE DES PRESTATIONS

Article 5. OBLIGATION DE RESULTATS

Le Titulaire accepte de prendre en charge l'entretien des installations dans les conditions et selon les obligations figurant au présent cahier des charges.

Les objectifs en matière de résultat consistent à :

- Garantir la sécurité des biens et des personnes ;
- Garantir la maintenabilité et la durabilité des performances de fonctionnement à un niveau optimal, proche de celui des performances initiales ;
- Garantir la continuité de service et le maintien des paramètres de fonctionnement ;
- Limiter au maximum les gênes et ne pas entraver l'exploitation normale des sites ;
- Respecter les délais d'intervention, de dépannage et de remise en état.

Le respect des objectifs se traduit par :

- Un taux de disponibilité élevé des installations ;
- Un taux de défaillance faible après réparation ;
- La rapidité dans les interventions.

Article 6. ARTICLE 6 : ETAT DES LIEUX

Au début de l'exécution du marché, le Titulaire effectue un état des lieux des installations de détecteurs de gaz et remet une note détaillée à l'Anses incluant des recommandations et solutions. L'Anses peut au Titulaire des détails complémentaires à cette note, sans supplément de prix.

Article 7. MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive est effectuée selon des critères prédéterminés dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

La fréquence de maintenance préventive attendue par équipement est la suivante : 2 fois par an.

Le Titulaire doit se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements.

Le Titulaire assure également le bon état de propreté et de l'aspect (dépoussiérage, ...) des équipements dont il a la charge.

Article 8. MAINTENANCE CURATIVE

Les interventions qui relèvent de la maintenance curative ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation.

Les interventions sont conditionnées par la nature des évènements.

Certaines demandes de maintenance pourront être à caractère urgent.

Certains matériels, arrivés en limite de durée d'usure, nécessiteront un remplacement.

Sauf accord préalable défini entre l'Anses et le Titulaire, par défaut, les délais d'intervention ne devront pas dépasser **2 jours ouvrés** après demande formalisée par l'Anses.

Article 9. LIMITE DE PRESTATION

Le Titulaire a en charge l'ensemble des installations décrites ci-dessus et équipements associés (coffrets de commandes, feux de signalisation, détecteurs, ...).

L'alimentation électrique des détecteurs de gaz depuis le tableau divisionnaire du bâtiment n'est pas à la charge du Titulaire.

Article 10. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

10.1. ANALYSE DES RISQUES

Le Titulaire doit signaler à l'Anses, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède.

Si les installations mises à disposition du Titulaire venaient à ne plus être conformes à la réglementation, le Titulaire est tenu d'en informer par écrit et sans délai l'Anses. Il appartient à l'Anses de prendre aussitôt les dispositions nécessaires en vue de leur mise en conformité.

10.2. VEILLE TECHNIQUE ET REGLEMENTAIRE

Le Titulaire doit assistance à l'Anses en lui transmettant les nouveaux textes réglementaires relatifs à la prestation, accompagnés éventuellement d'une note expliquant l'influence de ces textes sur son activité.

Chapitre 4. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 11. MAINTENANCE PREVENTIVE

La maintenance préventive des installations de détection de gaz sera réalisée **2 fois par an**.

Elle fera l'objet d'un planning d'interventions, transmis par le Titulaire à l'Anses **dans les VINGT (20) jours ouvrés** à compter de la date de notification du bon de commande. Le planning précise sur une année les interventions programmées pour chaque équipement.

Le Titulaire doit planifier ses interventions en vue d'assurer son obligation de résultats et faciliter la mise en œuvre de sa prestation au sein de l'Anses. Il est entendu que le Titulaire informera l'ANSES au minimum deux semaines avant chaque intervention.

Par défaut, à chaque intervention préventive, les intervenants du Titulaire seront au minimum deux sauf accord préalable défini entre l'Anses et le Titulaire. Ils doivent se présenter à l'entrée principale du site de l'ANSES – Maisons Alfort (14 rue Pierre et Marie Curie) afin de se faire enregistrer et prévenir le Service de gestion du patrimoine (SGPa) de leur arrivée. A son départ, le Titulaire rend compte de son intervention via un document à l'Anses (bon de visite, d'intervention, ...). La vérification du bon fonctionnement des détecteurs pièce à pièce fait partie intégrante de la prestation.

Ces protocoles d'accès sur les sites seront détaillés à la prise d'effet du marché. Le personnel du Titulaire sera tenu de les respecter.

Article 12. MAINTENANCE CURATIVE

Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens est en jeu, le Titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et assure le dépannage. Il en informe immédiatement l'Anses. Le Titulaire doit transmettre à l'Anses les éventuelles procédures de mise en sécurité pour éviter tout accident en attendant son intervention.

A la suite d'un appel de l'Anses, l'intervention doit être concrétisée par la présence sur le site d'un technicien compétent et informé des installations dans les délais fixés au présent cahier des charges. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une intervention urgente.

Le Titulaire établit pour chaque intervention un compte-rendu écrit, comportant l'analyse des causes, les mesures prises éventuellement pour assurer la continuité du service, les dispositions provisoires ou définitives adoptées, les équipements remplacés. Au préalable, l'Anses aura été immédiatement informée de l'incident, comportant l'analyse des causes et les mesures prises pour assurer la continuité du service.

Pour chaque demande d'intervention de maintenance curative, le titulaire propose un devis dans lequel il indique le coût de la main d'œuvre par catégorie d'intervenant et les frais de déplacement associés sur la base du bordereau des prix du marché, le coefficient de majoration sur les taux horaires (sur la base du bordereau des prix du marché) le cas échéant, les pièces détachées et consommables à remplacer. En cas d'acceptation de ce devis par l'Anses, l'Anses transmet au Titulaire un bon de commande.

Le Titulaire n'intervient qu'après réception du bon de commande établi par l'Anses qui fixe la date et le délai d'intervention. Lorsqu'en cours d'exécution, le Titulaire constate que des prestations supplémentaires sont à effectuer ou au contraire que les prestations prévues s'avéreraient inutiles, il demande l'accord de l'ANSES avant toute modification dans l'exécution des prestations.

Article 13. FOURNITURES DE CONSOMMABLES ET PIÈCES DE RECHANGE

Le Titulaire fait son affaire de la fourniture des ingrédients et consommables, à savoir notamment :

- Fusible ;
- Batteries ;
- Joints ;
- Etiquettes ;
- Diodes ;
- Gaz de test ;
- Capteurs détecteurs.

Article 14. FOURNITURE DE L'OUTILLAGE

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle et leurs consommables associés (notamment les gaz étalon et une cellule Oxygène).

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur, ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'ANSES qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si de l'outillage et des matériels appartenant à l'Anses étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les utiliserait sous sa propre responsabilité.

Article 15. PROTECTION DES INSTALLATIONS EXISTANTES

La mission du Titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais dans les délais prescrits par ordre de service.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après ordre de service resté sans effet, l'Anses peut sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du Titulaire par tous les moyens qu'il juge bon.

Article 16. HORAIRE ET DELAI D'INTERVENTION

16.1. JOURS ET HORAIRES D'INTERVENTION

Les jours et heures ouvrées des laboratoires de santé animale et sécurité des aliments sont du lundi au vendredi de 8H00 à 18H00.

Les prestations du marché (maintenances préventive et curative) sont effectuées à ces jours et heures ouvrées, sauf, avec accord de l'Anses et sans supplément de prix :

- En cas d'autorisation expresse de l'Anses ;

- Pour les interventions faisant suite à une défaillance due à une faute du Titulaire qui sont assurées 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 ;
- Pour les interventions préventives pouvant présenter une gêne importante aux occupants ;
- A titre exceptionnel et en cas d'urgence avérée (cette situation pour la maintenance curative est estimée à un maximum de 2 fois par an).

S'agissant de la maintenance préventive, elle est en priorité effectuée pendant les jours et heures ouvrés.

Les dates et les horaires de chaque intervention (maintenance curative) sont fixés d'un commun accord entre l'Anses et le représentant du Titulaire, en fonction de l'activité même du site et des exigences de l'entretien.

16.2. DELAI D'INTERVENTION

Dans le cadre de la maintenance préventive, le Titulaire a pour obligation de prévenir l'Anses **deux semaines** avant chaque intervention. Dans le cas contraire, l'Agence se réserve le droit de refuser la prestation sans que le Titulaire puisse prétendre à une rémunération complémentaire.

Dans le cadre d'une maintenance curative, le Titulaire intervient à la demande de l'Anses. La date et le délai d'intervention sont fixés par le Titulaire et l'Anses selon les modalités définies supra (Cf. Article 7).

Le Titulaire doit transmettre à l'Anses les éventuelles procédures de mise en sécurité pour éviter tout accident en attendant son intervention.

16.3. DELAI DE REMISE EN ETAT POUR LA MAINTENANCE CURATIVE

La remise en état définitive de fonctionnement s'entend comme la remise en état permettant de retrouver les équipements selon leurs spécifications initiales. Le Titulaire dispose d'un délai de **CINQ (5) jours ouvrés** à la réception de la demande ANSES pour effectuer la remise en état définitive. Ce délai est prolongé des délais d'approvisionnement dûment justifiés pour les matériels ne figurant pas au stock.

16.4. DELAI DE REMISE DE DEVIS

Pour les prestations hors forfait rentrant dans le champ de compétences du Titulaire, le délai de remise de devis est de **DEUX (2) jours ouvrés**.

Chapitre 5. DOCUMENTS ET REUNIONS

Article 17. DOCUMENT D'EXPLOITATION

A tout moment, l'Anses doit pouvoir consulter ces documents, renseignés au fur et à mesure par le Titulaire, et maintenus sur les sites.

17.1. DOCUMENT A REMETTRE A L'ANSES

Le Titulaire doit transmettre à l'Anses :

- Les plannings de maintenance ;
- La liste des personnels tenue à jour ;
- Les immatriculations des véhicules du personnel utilisés lors des interventions ;
- Les bilans intermédiaires des défaillances demandés par l'ANSES ;
- Le suivi des anomalies.

Le Titulaire doit transmettre à l'Anses tous les ans un rapport d'activités précisant pour la période écoulée :

- Les incidents, pannes, arrêts de toutes sortes en précisant les causes et les remèdes adoptés ;
- Les délais d'interventions et de dépannages moyens sur la période ;
- Les pièces et matériels remplacés ou modifiés en précisant la nature du remplacement ou de la modification ;
- Les travaux préconisés, compte tenu des problèmes de fonctionnement, de mise aux normes ou des nécessités de modernisation. Le Titulaire indique l'enveloppe financière nécessaire pour chaque type de travaux ;
- Les travaux réalisés suite aux remarques d'un organisme de contrôle ;
- Les changements d'interlocuteurs au sein de l'entreprise ;
- L'inventaire à jour des équipements.

17.2. REUNION D'EXPLOITATION

Une réunion annuelle de suivi est mise en place à l'initiative de l'Anses. Elle met en présence : l'Anses et le représentant du Titulaire. Le rapport annuel d'activités sert de base pour la réunion.

Ce rapport a pour objectifs :

- Au regard de l'exploitation :
 - D'établir le bilan de l'année écoulée à la vue des doléances des usagers et de la réalisation des prestations ;
 - De vérifier le respect du planning de maintenance programmée ;
 - De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et d'amélioration de la qualité ;
 - De mettre à jour sur proposition justifiée du Titulaire le planning de maintenance préventive ;

- De faire le bilan sur les travaux exécutés et à exécuter ;
- Au regard de la réglementation :
 - De mettre à jour la nature de tout ce qui ne lui est pas conforme et l'estimation financière des travaux de mise aux normes ;
- Au regard de l'évolution des besoins :
 - De mettre en évidence de l'éventuelle insuffisance des installations face à une évolution des besoins qu'il convient de définir avec rigueur.

Article 18. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

18.1. REGLE DE SECURITE

a. Matériels

Les matériels, appartenant au Titulaire ou mis à sa disposition par l'Anses, doivent être tenus en bon état de marche et sont régulièrement contrôlés. Ils doivent rester ou être mis conformes aux règles de sécurité en vigueur.

b. Biens

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc. ne soit pas altéré par les opérations de maintenance.

Il est rigoureusement interdit au personnel du Titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux de l'Agence et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché sauf avec l'autorisation de l'Anses.

c. Personnes

Le Titulaire a instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières.

Le Titulaire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- Les alarmes de sécurité ;
- Le travail en hauteur ;
- L'encombrement de passages ;
- Les zones interdites ;
- L'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des outils ;
- L'utilisation des chaussures isolantes quand cela est nécessaire ;
- La demande de permis et autorisations nécessaires en fonction du type de travaux effectués.

18.2. HYGIENES ET SECURITE

Les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité sont appliquées conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992.

Le Titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le code du travail et par la réglementation en vigueur à la date de prise d'effet du présent marché, l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité du Titulaire.

A cet effet, le Titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des « consignes particulières du site de l'ANSES de Maisons Alfort » auprès d'un représentant du service technique de l'Agence ou d'un représentant de la biosécurité de l'Agence.

18.3. PRISE EN CHARGE - REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENTS

a. Prise en charge

Le Titulaire déclare parfaitement connaître la consistance des matériels et équipements dont il assure la maintenance technique, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

A la prise en charge des installations, le Titulaire ne peut faire valoir des oublis des entreprises qui ont réalisé ou entretenu auparavant les installations dans les domaines du réglage, des finitions, ou du nettoyage pour se substituer à son obligation de résultats et au maintien en parfait état de propreté des équipements.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'Anses, à condition que le Titulaire lui ait fait connaître, par écrit, la nature des mises en conformité qui lui paraîtraient nécessaires.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Dans **les QUINZE (15) jours** suivant la prise en charge, le Titulaire peut présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées.

Passé ce délai, seules les réserves indiquées à ce procès-verbal sont prises en compte.

b. Remise des installations

Dans tous les cas de fin d'exécution du marché, quelle qu'en soit la cause ou la partie à l'origine de la dénonciation, le Titulaire s'engage à :

- Laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement ;
- Initier, le cas échéant, le personnel du nouveau Titulaire chargé des prestations après expiration du présent marché pendant une durée de **DIX (10) jours ouvrés** ; cette initiative doit en particulier comprendre la communication de tous les plans, documents et instructions reçues, et l'autorisation au personnel du nouveau Titulaire d'accéder aux installations et locaux avant expiration du marché,
- À restituer les équipements et matériels mis à disposition du personnel du Titulaire pour effectuer les missions qui lui ont été confiées (moyens de communication, badges, clefs...) et à assumer, en cas de dégradation, les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors usage,
- À restituer les locaux mis à sa disposition en un état normal de vétusté.

En général, toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du Titulaire aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

NOTA : La perte d'un pass général peut entraîner le remplacement de l'ensemble des canons de serrures du site aux frais du Titulaire.

ANNEXE 1 : LISTE DES EQUIPEMENTS

Ensemble Fonctionnel : DETECTEUR DE GAZ								
Désignation	Qté	Marque	Type / Caractéristiques	Localisation	Etage	Bât.	Zone d'influence	Observations
Centrale de Détection	1	GASMASTER	n° : GMS 607197/01-003 TYPE Gasmaster 4 capteur O2 capteur CO2 Date d'installation : 2019	Couloir	RDC Bas	"VALLEE"	Local Stockage N2 Liquide Pièce F011 « Local Microscopie »	Équipé de : 1 voie Oxygène 1 voie CO2
Centrale de Détection	1	OLDHAM	MX43 NS : 22042ZA-006 Installation : 2022	Couloir	RDC Haut	"VALLEE"	Coté TD	Équipé de : 2 voix O2 4 Voix CO2
Centrale de Détection	1	OLDHAM	n° : 19020CE-012F TYPE : MX15 Date d'installation : 2020	Couloir	Etage 2	"MONOD"	2L28 - Pièce "Cellules" : Etuve CO2	Équipé de : 1 voie CO2
Centrale de Détection	1	GASMASTER	NS : CMS289175/05-004 Date : 10/2008	Couloir	Etage 2	"MONOD"	NSB3(P3)	Équipé de : 1 voie CO2
Centrale de Détection	1	OLDHAM	n° : 8294 -029 TYPE : MX15 Date d'installation : 2004	Couloir	Etage 2	"MONOD"	Local CO2	Équipé de : 1 voie CO2
Centrale de Détection	1	GASMASTER	n° : GMS 511753/06-015 TYPE : Gasmaster 4 Date d'installation : 2017 Déplacer en 2022	Couloir	RDC Jardin	"PAGOT"	ET2M	Équipé de : 1 voie O2 et 1 voie NH3

Ensemble Fonctionnel : Centrales et Détecteurs de GAZ								
Désignation	Qté	Marque	Type / Caractéristiques	Localisation	Etage	Bât.	Zone d'influence	Observations
Centrale Détection	1	GASMASTER	n° : GMS 436971/01-020 TYPE : XGARD type 1 Date d'installation : 2014	Couloir	Etage 1	"PAGOT"	Local AZOTE	Équipé de : 1 voie O2
Centrale Détection	1	OLDHAM	MX43 NS : 22042ZA-038 Installation : 2022	Couloir	Etage 1	"ROUX"	NSB2 et Autres	Équipé de : 4 voies CO2
Centrale Détection	1	OLDHAM	MX43 NS : 22042ZA-030 Installation : 2022	Couloir	RDC Haut	"ROUX"	NSB3 et RDC Bas	Équipé de : 3 voies CO2 4 voies H2S
Centrale Détection	1	PolyGard	n° : E00925A TYPE : GC-05 Date d'installation : 2016	Pré-zone - Couloir	RDC Haut	"ICUBE"	Couloir	Équipé de : 10 détecteurs CO ₂